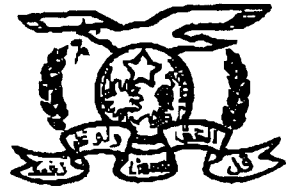


LE



ALANME

JOURNAL INDÉPENDANT FONDÉ PAR HABIB OULD MAHFOUDH - ÉDITION FRANÇAISE - ONZIÈME ANNÉE - NUMÉRO 416 DU 29 OCTOBRE 2003 - 200 UM - 500 FCFA

Débat pour la démocratie

Le Calame a organisé dimanche 26 octobre, à l'hôtel Halima, un débat sur l'élection présidentielle du 7 novembre prochain et ses enjeux pour le pays. Y ont pris part MM. Sidi Ould Salem, responsable de la communication au sein du directoire de campagne de Ahmed Ould Daddah; Mohamed Lemine Ould Naty, porte-parole de Messaoud Ould Boulkheir; Ely Ould Sneiba, porte-parole du candidat Mohamed Khouna Ould Haidalla; Sidi Ould Zein, Me Hamdi Ould Mahjoub et El Yezid Ould Yezid, représentant successivement les initiatives Ensemble pour la République,

Sidi Ould Salem

D'abord, je me félicite de cette initiative qui va nous permettre, je l'espère, de débattre des vrais enjeux pour notre pays. Malheureusement nous n'avons pas de partenaires à la hauteur des appréhensions et des défis majeurs de cette élection. Il est patent que la majorité présidentielle a eu, pendant 12 ans, à museler les forces vives de ce pays, à habiller une dictature militaro-mafieuse en une démocratie. La preuve: refus systématique de tout débat contra-

dictoire qui peut aider à comprendre les vrais enjeux et de permettre au citoyen de faire usage de son droit de vote en tenant compte des données réelles sur le terrain. Ce rejet systématique s'est traduit par le monopole au niveau des médias publics, le refus de créer une synergie dans la classe politique mauritanienne, pour affronter les vrais problèmes par les maquillages et les rafistolages sur les faux mirages des réalisations. Ce qui est le droit de tout acteur de prétendre à des réalisations, mais il faut qu'il accepte les questionnements

légitimes des autres acteurs. Ce refus en lui-même jette un discrédit total sur le processus démocratique. L'intrusion de l'armée repose le problème autrement, c'est-à-dire qu'elle pose dans les faits les blocages des institutions. Il est inutile de continuer à faire la politique de l'autruche par le refus de dialoguer, de débattre, de rechercher un consensus minimum autour d'une table. Je pense qu'il y a danger. Ce qui est tout à fait normal et non une aberration: l'actuel régime est issu d'un coup d'État le 12/12. Il a restauré des choses, fait

Najah Maaouya et le Pacte républicain. Ni le PRDS, ni la campagne du candidat Ould Taya n'ont envoyé de représentants malgré nos invitations.

Les débats, qui ont duré près de trois heures de temps devant un parterre de personnalités et de journalistes, ont tourné autour de la situation politique du pays, vue sous divers angles, le scrutin du 7 novembre, l'alternance, les programmes des candidats. Nous vous proposons aujourd'hui la première partie de ce débat relative à la situation politique du pays à la veille de l'élection du 07 novembre.

avancer positivement d'autres, mais il n'en demeure pas moins illégitime initialement. L'intrusion de l'armée et de toute autre force capable de restaurer l'ordre est parfois salutaire dans un pays. Il y a eu de grandes démocraties issues de coups d'État comme au Mali. Aujourd'hui, après un semblant de coup d'État, le pays a connu deux alternances. Il n'a pas connu les arrestations politiques que nous vivons en Mauritanie. Il connaît une profusion de radios libres. Le Portugal a instauré une démocratie à la suite d'un coup d'État militaire.

En Mauritanie, on veut nous dire qu'on a une assemblée, un sénat, un conseil constitutionnel et que c'est ça la démocratie. Non messieurs, la démocratie est un contenu, un vécu. Quand on fait le bilan des libertés publiques en Mauritanie, elles n'ont jamais été autant menacées et foulées au pied que sous ce régime ces dix dernières années. Si on fait la comptabilité, je vous en fais grâce de ne pas vous faire la liste des arrestations politiques, des intimidations, des interdictions sous le régime de

Suite en page 5

Débat pour la démocratie

Ould Taya, on se rend compte qu'il a battu le record comparé aux autres régimes. Les atteintes graves allant jusqu'au droit de sang sont des problèmes sérieux et je ne dis pas ça pour faire de la surenchère, qui nous ont créé des difficultés sur le plan international. Ayons le courage de les aborder en citoyens de ce pays, jaloux pour sa stabilité et sa cohésion nationale. D'autres problèmes très graves sur les plans de l'authenticité et de l'ancrage identitaire de ce pays dans les mondes arabe, islamique et africain ont surgi à cause de la politique aventureuse de ces régimes. Nous avons le droit de lui demander des explications, quel est le sens du rétablissement des relations diplomatiques avec Israël, pourquoi ce rapprochement est salutaire pour notre pays? Nous, en tant que citoyens, nous avons le droit de comprendre, de donner notre avis. Si ces droits sont refusés, ce n'est plus le dialogue civilisé et toute aventure est permise. Les 8 et 9 juin en sont la preuve. Je donne deux exemples faciles: on parle beaucoup des réalisations sur dix ans. C'est vrai, il y a eu des réalisations. Je ne fais pas la comptabilité de boutique pour savoir combien on a investi de milliards d'ouguiya pour avoir de maigres résultats, quand on regarde la situation sociale et la pauvreté que nous vivons aujourd'hui. Beaucoup de pays ont fait plus riches que nous en termes d'infrastructures, je cite comme exemple l'Algérie et la Côte d'Ivoire. Avec un taux de croissance de 10% par an, il nous fallait 50 ans pour rattraper l'état de développement de ces derniers. Ces deux pays ont succombé à deux petits phénomènes: l'ivoirité en Côte d'Ivoire et l'absence de consensus en Algérie.

Il y a le feu dans ces deux pays parce que la classe politique n'a pas pu gérer l'essentiel. Ce n'est pas avec des routes, des barrages, de la lumière qu'on assure la cohésion nationale et un pacte de république.

J'aimerais bien qu'on enrichisse ce débat en allant vers l'essentiel: l'usage de la démocratie, l'application de la constitution et je pose une question simple aux partisans de ce régime: est-ce que ce débat à la télé ou à la radio touche en quelque chose à l'unité nationale, à des valeurs où on met en danger la sécurité de ce pays? Est-ce que les activités d'imams, de militants islamistes ou de simples musulmans dans une mosquée mettent en péril notre vie? Je ne pense pas. Il y a une surenchère, une imposture dont il faudrait sortir si on veut sauver le pays.

Mohamed Lemine Ould Natty

Je remercie les collègues qui ont bien voulu répondre favorablement à cette invitation. Je pense que cette affluence est la preuve que l'opposi-

tion tient à ce processus démocratique et à contribuer activement à sa réussite, tandis que le pouvoir continue à refuser toute contribution de la part de celle-ci ou une quelconque reconnaissance et acceptation d'une position différente de la sienne.

Je tiens à confirmer ce que mon collègue Sidi Ould Salem a évoqué tout à l'heure, et dire que la conjoncture difficile que traverse notre pays est due pour l'essentiel au fait que le processus démocratique, qui est encore très jeune, souffre déjà de l'usure et du délabrement qui s'apparentent au vieillissement prématuré, et qu'il n'a pas été bien géré pour pouvoir servir de véritable expérience susceptible d'être pleinement évaluée ou critiquée. Le tout n'étant qu'un simple vêtement que l'administration a taillé sur mesure et adapté à son goût, sa volonté et sa vision des choses et uniquement destiné à faire durer cette expérience qui a entraîné le pays dans des catastrophes et des problèmes à retardement qui risquent d'exploser à tout moment.

Tout le monde, élites politiques et gens ordinaires, craint les conséquences de la persistance du gouvernement dans la voie de la fraude et de la corruption des élections et espère qu'il lâche du lest et concède un minimum de transparence.

En effet, dans tout ce qu'il a fait et dit jusqu'à maintenant, y compris dans la pré campagne, le gouvernement n'a pas été capable de faire preuve de comportement et d'esprit démocratiques. A cet égard, et avec mon respect pour les invités, je peux évoquer parmi les agissements, à travers lesquels le PRDS a insisté pour commencer la campagne avant sa date de démarrage officiel, des initiatives d'appui à la démocratie, d'appui au président Maouya, initiative de la jeunesse pour la réélection de Maouya. Ces initiatives ont inondé les places publiques et les bureaux administratifs par un essaim de photos et de banderoles faisant une campagne prématurée pour leur candidat. Ceci dénote d'un refus de nos frères au PRDS de se conformer aux règles du jeu ou d'estimer à sa juste valeur le danger à encourir dans le cas de non respect d'un minimum de dialogue et d'ouverture d'esprit.

Il est habituel, dans les régimes démocratiques, que ce soient les partis d'opposition qui refusent le dialogue malgré les multiples appels du parti au pouvoir, tandis que chez nous c'est exactement l'inverse, c'est le pouvoir en place qui persiste dans l'erreur et est déterminé à pousser le pays dans le gouffre du chaos dont il sera le seul à porter les graves conséquences. Par contre, je suis sûr que la nature pacifiste de ce peuple et de ses élites jouera le rempart vital contre la réussite du complot qui vise la destruction et l'éclatement du pays.

Ely Ould Sneiba

Je voudrais ici saluer la présence de la société civile parmi nous, les représentants des candidats et des observateurs attentifs de la scène politique. Mon candidat, Mohamed Khouna Ould Haidalla, est un homme que la Mauritanie connaît. Il a servi et très bien servi pendant quelques années. Il a à son actif d'avoir enraciné la notion d'État, les institutions étaient respectées et fonctionnaient bien. Il n'y avait pas de détournements de deniers publics et s'il y en avait, il était sanctionné et les gens avaient peur. L'administration fonctionnait et il y avait le respect de l'État mais aujourd'hui, malheureusement, on constate une absence cruelle de l'État qui risque de tout dynamiter. Sa candidature s'inscrit dans une logique de changement pacifique sous le sceau de la démocratie apaisée. La paix civile n'est pas l'apanage de celui qui est au pouvoir. Elle est notre priorité mais on a un entendement différent de la paix civile. La paix civile, c'est ouvrir le jeu démocratique de manière libre et transparente, respecter le verdict des urnes. On constate malheureusement que pour les autres, la paix civile, c'est triquer, manipuler, tricher et être obligé de vous taire pour ne pas mettre en danger cette paix. Mon candidat vient pour sauver ce qui peut encore l'être. La Mauritanie vit une crise multidimensionnelle grave, une crise politique, une crise morale, une crise économique et sociale. On a perdu notre repère de valeurs, on n'a plus de valeurs ni de scrupules. L'ascenseur social fonctionne seulement pour ceux qui n'ont pas de scrupules et il est bloqué pour les gens honnêtes, dévoués et patriotes comme le sont la grande majorité des mauritaniens.

Ould Haidalla est muni d'un projet de société clair, un projet politique pour sauver le pays de la crise. On veut d'abord rétablir notre système, les valeurs de la république, les valeurs de justice, d'égalité et de solidarité qui nous manquent cruellement. Aujourd'hui, on n'est plus solidaires, la cohésion est en danger.

Cette campagne: le reflète d'ailleurs aisément: les riches d'un côté et les pauvres de l'autre. Ce que vous voyez en ville ne sert pas le système. On voit une démonstration de force aveugle, imbécile, insolite. Que des tentes, que des milliards injectés alors que la Mauritanie, dans son ensemble, est plongée dans la paupérisation, le chômage des jeunes, le désarroi, et qu'on ne peut plus retirer 10.000 UM d'une banque primaire. L'économie nationale est en otage. C'est pour cela qu'on intervient pour sauver notre chère patrie.

L'homme qui conduit notre projet est un homme d'une grande valeur morale, d'une grande rectitude et il l'a prouvé. Il a certes fait des erreurs

mais il a fait son mea culpa et pour lui, le pouvoir solitaire est désormais juste, réconcilié avec elle-même et résolument tournée vers l'avenir qu'on veut construire ensemble avec toutes les couches de la société et toutes ses composantes.

Sidi Ould Zein

Je précise d'abord que je ne représente pas le candidat Ould Taya qui a sa structure de campagne et qui a ses représentants et ses porte-parole. Je parle au nom d'un ensemble de jeunes cadres qui ont eu à mettre en place une initiative dénommée Ensemble pour la République, étant donné l'importance de l'enjeu de l'élection. Nous soutenons Ould Taya pour plusieurs raisons que nous avons expliquées dans notre déclaration. Si ça ne tient qu'à cela, je représente bien le candidat puisque je le soutiens et je le défends. Je voudrais d'abord reconforter Ely Ould Sneiba qui devrait être fier d'être soutenu par les représentants de deux autres candidats qui ont la même vision que lui. Les trois intervenants ont dit, de manière différente, la même chose. Le foisonnement d'initiatives est dû non à l'échec des partis traditionnels mais à l'intérêt que porte l'opinion publique à cette échéance qu'est l'élection présidentielle. Il s'est réveillé chez certains un patriotisme et ils mènent un combat pour sauver la République et la démocratie.

Notre démocratie est née en 1992 mais elle n'a jamais été exercée. La responsabilité n'incombe pas seulement au pouvoir mais à l'opposition, puisque c'est le boycott de 1992 et la surenchère faite depuis cette date qui ont fait que la société n'a pas pu entendre des débats et des discours sérieux. C'est parce que le parlement a été laissé à une majorité unipolaire qui a fait qu'on n'a pu comprendre les choses de manière juste.

Vous avez, messieurs de l'opposition, pendant 10 ans, axé votre stratégie sur l'illegimité du régime et vous continuez de le répéter. Soyons sérieux. Ou nous nous battons pour la Mauritanie ou nous nous battons pour autre chose. A partir du moment où on veut s'engager pour l'intérêt de la Mauritanie, on doit comprendre que le changement n'est pas une nécessité. On ne fait pas la politique pour changer un régime mais pour améliorer les choses sur les plans économique, démocratique, institutionnel. Le débat a été faussé dès le départ et c'est pourquoi nous continuons ces balbutiements. Nous espérons que ces élections, comme celles de 2001, seront transparentes et que tout le monde s'engage dans un combat démocratique véritable.

Me Hamdi Ould Mahjoub

Avant de commencer, je voudrais

rappeler qu'étant le plus âgé d'entre vous, j'ai encore en mémoire les moments difficiles qu'a connu notre pays lors des années 70, notamment pendant la guerre du Sahara et au début des années 80 en matière de privation des libertés politiques. Pour parler de la situation actuelle, je crois que rien n'est plus révélateur que ce débat auquel nous prenons part aujourd'hui et cette profusion d'initiatives.

Pour ce qui concerne le soutien à Ould Taya, beaucoup de gens veulent apporter une contribution au parti et au candidat. C'est pourquoi je suis surpris que cela choque les intervenants qu'il y ait autant de tentes et de haut-parleurs. C'est la liberté et les gens sont libres de s'exprimer. Nous avons beaucoup évolué depuis 1992. Si aujourd'hui, nous avons des candidats de qualité, c'est qu'ils reconnaissent qu'ils ont la possibilité de gagner des élections. Ils n'auraient pas été candidats s'ils savaient qu'ils n'avaient pas de chances de gagner. Je crois qu'ils ne sont pas candidats uniquement pour faire passer un message, chose qu'ils peuvent faire par d'autres canaux. Ils savent, par contre, que les conditions de transparence sont réunies pour leur permettre, s'ils bénéficient de la majorité, de gagner. Les dernières élections ont montré qu'on peut critiquer le pouvoir en place sur autre chose que la transparence. C'est faire un mauvais procès de dire qu'il y a la fraude.

Yezid Ould Yezid

"Nous voyons dans la candidature de Ould Taya deux éléments essentiels qui sont nos préoccupations pour la Mauritanie. On pourra entrer dans un débat plus profond par la suite mais pour nous, il est essentiel, à l'heure qu'il est en Mauritanie, de préserver notre système démocratique, de l'enrichir, de l'approfondir ainsi que nos institutions républicaines qui sont l'expression institutionnelle et formelle de cette démocratie que nous nous sommes choisie. Ce sont les deux mamelles nourricières de notre pays et nous pensons que le candidat Ould Taya est le meilleur garant pour la protection de ces deux mamelles. Nous sommes étonnés de la position de l'opposition et surtout de ce romantisme qui caractérise sa pensée et son action en général, et des candidats de l'élection présidentielle en particulier. Ce romantisme nous le retrouvons à la lecture de leurs programmes. On a l'impression que chaque candidat veut refaire une Mauritanie politiquement démocratique, économiquement développée, socialement juste et équitable et tout ceci au détour d'une déclaration qui, je le rappelle, tient pour certains en une demi-page. Je trouve que nous assistons là à un

Débat

pour la démocratie

tour d'illusionniste parce que seul un illusionniste peut nous sortir des réalités en un tour de main. Cela ressort dans la déclaration de M. Haidalla qui résume toute la crise du pays dans un déséquilibre constitutionnel et qui promet, s'il arrivait au pouvoir, de rétablir ce déséquilibre et, partant de là, tous les autres déséquilibres vont se rétablir de manière mécanique. Ce romantisme, je le retrouve aussi dans les 19 propositions sur le papier d'Ahmed Ould Daddah qui promettent de refonder de façon globale et profonde la Mauritanie. On le retrouve aussi dans le programme, assez sentimental il faut le dire, de Messaoud. Il se retrouve même dans les timbres et dans la musicalité des mots des représentants des différents candidats qui ont parlé avant nous et qui ont essayé, dans une langue très critique, de vendre leurs candidats. Je crois que c'est ce romantisme qui fausse notre débat.

Notre vision à nous est très simple: il s'agit d'améliorer, de développer, donc une action qui s'inscrit dans la durée et c'est pourquoi on parle de processus démocratique. Et dans cette expression, le substantif processus, en terme de sens, a au moins autant de valeur que l'adjectif démocratique. Or, face à ce

processus, quelle est l'attitude de l'opposition? Son attitude est fondée sur la logique des conférences nationales dont on ne fera pas le procès ici. L'histoire s'en est chargée. Il est resté ce substrat idéologique lié à la logique des conférences nationales. Il en résulte dans l'attitude de l'opposition quatre conséquences essentielles qui continuent de marquer son action: l'absence de réalisme politique, la myopie politique comme si en 12 ans d'exercice démocratique, il n'avait rien été fait, une espèce d'opportunisme politique qui s'apparente à une hypocrisie qui veut qu'on participe aux élections sans reconnaître le processus et, enfin, la révision de la tactique boycottiste à participationniste au moment où leur discours de contestation globale n'a pas été renouvelé.

En résumé, on peut dire que l'opposition ne constitue pas à l'heure actuelle une alternative viable pour la pays.

(suite la semaine prochaine)